

PRISES DE PAROLE



Service de presse

Du 20 avril
au 18 mai
2007



MEDEF

- Apprentissage à 14 ans/alternance
- Charte des stages étudiants en entreprise
- Délibération sociale
- Dialogue social
- Egalité salariale hommes/femmes
- Election présidentielle
 - Nouveau gouvernement
 - Passation des pouvoirs à l'Elysée (16 mai)
 - Laurence Parisot reçue par le président élu, Nicolas Sarkozy le 14 mai
 - Commentaire sur le télégramme de félicitations adressé à Nicolas Sarkozy, le 6 mai au soir
- Emploi des seniors
- Europe
- Fonctionnement du MEDEF
- G8 Patronal à Berlin
- Gouvernance d'entreprise/golden parachutes
- Heures supplémentaires
- Les jeunes en entreprise
- Plein emploi
- Polémique sur la baisse du chômage
- Protectionnisme
- Relations école/entreprises
- Relations gouvernement/entreprises
- Service minimum
- Stock-options
- Université
- Université d'été 2007

Inform

■ APPRENTISSAGE À 14 ANS/ALTERNANCE

« Le MEDEF n'a jamais été demandeur de cette formule et nous avons une position de prudence sur cette question »

Le MEDEF n'a jamais été demandeur de cette formule et nous avons une position de prudence sur cette question. Néanmoins, si le jeune et ses parents sont partants, si on note un meilleur épanouissement dans cette voie-là, on aurait tort de l'en empêcher ! Ce qu'il faut, c'est encourager l'apprentissage en alternance. Le taux de chômage des jeunes est scandaleusement élevé dans notre pays, et il l'est plus encore chez les jeunes qui sortent de l'école sans qualification. Pour beaucoup de ces jeunes, l'alternance, le contrat d'apprentissage, le contrat de professionnalisation sont des voies qui leur permettent à la fois d'acquérir les bases fondamentales que seul l'enseignement peut donner, et d'initier une approche concrète du monde du travail. Nous, nous sommes pour l'apprentissage ou l'alternance à tous les niveaux, y compris dans le supérieur, à l'université.

→ **Laurence Parisot, Le Monde de l'Education, Mai 2007**

■ CHARTE DES STAGES ÉTUDIANTS EN ENTREPRISE

« Le MEDEF a pris l'initiative d'élaborer avec le ministère du Travail une charte des stages »

Le pays en général, et les gouvernements de droite et de gauche ont mal traité les jeunes générations ces dernières années, comme l'attestent l'endettement record qu'on leur lègue et l'incertitude qui entoure l'emploi et les futures retraites de ceux qui entrent aujourd'hui sur le marché du travail. Les entreprises ont participé à ce manque d'attention. Pas toutes, mais certaines. C'est pourquoi le MEDEF a pris l'initiative d'élaborer avec le ministère du Travail une charte des stages.

→ **Laurence Parisot, Le Monde de l'Education, Mai 2007**

■ DÉLIBÉRATION SOCIALE

« Un climat extrêmement constructif »

Ce comité de suivi de la Délibération sociale s'est déroulé dans un climat extrêmement constructif. Nous avons travaillé aux conclusions à présenter aux présidents et secrétaires généraux des confédérations syndicales à la date qui leur conviendra, probablement vers la mi-juin. Ces orientations aboutiront à un état des lieux tant sur la remise à plat de l'assurance chômage, que sur les contrats de travail et la sécurisation des parcours professionnels, qui permettra aux responsables confédéraux de lancer les négociations qu'ils souhaiteront. La réunion a été très consensuelle. Tout le monde a été d'accord pour considérer que la sécurisation des parcours professionnels consiste à mettre en cohérence les différents aspects de la vie des hommes et des femmes au travail (contrat de travail, garanties que le salarié peut obtenir, conditions de rupture, etc.). Tout cela étant la sécurisation du « parcours de vie » du salarié. La prochaine réunion du comité de suivi de la Délibération sociale, sur la mise au point des conclusions à présenter aux présidents et secrétaires généraux des confédérations, aura lieu le 29 mai à 17h30.

→ **Denis Gautier-Sauvagnac, Président de la Commission Relations du travail et Politiques de l'emploi du MEDEF, L'ensemble de la presse, 14 mai 2007**

« Le processus de délibération sociale permet d'avancer dans le dialogue social et d'amorcer la construction sociale »

Ce processus initié à l'automne dernier, avec une réunion des numéros un des organisations patronales et syndicales le 23 octobre, porte sur trois grands sujets : le contrat de travail, la sécurisation des parcours professionnels et la remise à plat de l'assurance chômage. Ces trois sujets sont les trois piliers d'une réforme que nous pouvons souhaiter pour que le marché du travail en France fonctionne mieux, c'est-à-dire pour que nous puissions augmenter le taux d'emploi et donc baisser le chômage. Après plusieurs mois de travail, cette délibération sociale est constructive et nous allons probablement être en mesure de valider, toutes organisations confondues, un état des lieux sur ces trois différents sujets. Cet état des lieux sera le possible point de départ pour avancer ensuite vers des négociations.

Une nouvelle réunion des chefs de file permettra de finaliser cet état des lieux. Ensuite nous pourrons envisager une nouvelle réunion des numéros un. J'ai bon espoir qu'elle puisse se tenir début juin ou au plus tard mi-juin.

Tout cela montre que le processus, que j'ai proposé et initié, de délibération sociale permet d'avancer dans le dialogue social et d'amorcer la construction sociale.

« **Le mot d'ordre aujourd'hui est la « concertation ». Il s'agit à la fois de dialoguer, d'avancer et de se saisir sérieusement des dossiers, de la manière la plus coordonnée, la plus articulée possible avec les projets à venir du gouvernement »**

« **Quand tout le monde accepte de travailler sur ces thématiques, cela signifie que tout le monde accepte de réfléchir aux prémices d'une réforme du marché du travail »**

« **Une intervention de l'Etat beaucoup trop abusive »**

« **Encourager et multiplier des accords d'entreprise qui permettent d'observer si oui ou non il y a des écarts, et comment on peut les corriger. Nous sommes très ouverts sur le sujet »**

Il est également important de voir ensemble, entre numéro 1, comment nos propres travaux et les négociations que nous pourrions décider de conduire, pourront s'articuler avec les demandes, les projets et l'agenda social du prochain gouvernement. Ceci nous permettrait à la fois d'être dans la concertation, et nous sommes tous aujourd'hui attachés à cette façon d'envisager des évolutions et des réformes, et d'être dans l'action. Pour faire un néologisme, je dirai que le mot d'ordre aujourd'hui est la « concertation ». Il s'agit à la fois de dialoguer, d'avancer et de se saisir sérieusement des dossiers, de la manière la plus coordonnée, la plus articulée possible avec les projets à venir du gouvernement.

→ **Laurence Parisot, Conférence de presse mensuelle, 15 mai 2007**

► **Contrat de travail/Séparabilité**

Nous n'avons pas, pour le moment, dans les réunions de la délibération sociale cherché à positionner le débat comme si nous étions au début d'une négociation. Il était important de se cantonner, pour le faire bien, à l'état des lieux. Nous avons recensé les contrats de travail, tenté de mesurer leur impact sur le salarié et sur l'entreprise, mais nous n'avons pas à partir de là cherché tout de suite à tirer des conclusions. La vraie question qui va se poser lors de la réunion des numéros un des organisations patronales et syndicales, c'est de décider ou pas d'engager une négociation sur le contrat de travail. Si on s'engage dans une négociation, on pourra alors examiner quelles sont les caractéristiques envisagées pour le contrat unique, comment on évalue son impact, etc. Le fait important c'est que tout le monde, une majorité d'électeurs français et aussi les organisations syndicales, accepte de voir qu'il y a peut-être quelque chose de nouveau à penser sur le contrat de travail.

→ **Laurence Parisot, Conférence de presse mensuelle, 15 Mai 2007**

Quand tout le monde accepte de travailler sur ces thématiques, cela signifie que tout le monde accepte de réfléchir aux prémices d'une réforme du marché du travail. C'est essentiel pour résoudre le problème de l'emploi. C'est un pas considérable. Ce n'était pas rien pour les organisations syndicales de salariés d'accepter un groupe sur les contrats de travail, comme ce n'était pas rien pour les organisations patronales d'accepter un groupe de travail sur la sécurisation des parcours professionnels.

→ **Laurence Parisot, Liaisons sociales, Mai 2007**

■ **DIALOGUE SOCIAL**

Il est important que les Français comprennent que ce qui a peut-être manqué dans le dialogue social ces dernières années, ce n'est pas une absence de relations entre les organisations syndicales et nous-mêmes, c'est une intervention de l'Etat beaucoup trop abusive. Il y a une omniprésence de l'Etat qui nous empêche, entre partenaires sociaux, d'avoir un champ d'autonomie et de responsabilité.

→ **Laurence Parisot, Europe 1, 27 avril 2007**

■ **EGALITÉ SALARIALE HOMMES/FEMMES**

Je ne pense pas, a priori, que ce soit un enjeu législatif. Ce qu'il faut absolument encourager et multiplier ce sont des accords d'entreprise qui permettent d'observer si oui ou non il y a des écarts, et comment on peut les corriger. Nous sommes très ouverts sur le sujet. Les organisations syndicales ne semblent pas non plus demandeuses d'un nouveau dispositif législatif. Il faut vraiment inciter, pourquoi pas à travers une grande campagne de communication, à avancer sur le sujet au niveau des entreprises.

→ **Laurence Parisot, Conférence de presse mensuelle, 15 mai 2007**

■ ELECTION PRÉSIDENTIELLE

« Cela a été une bonne campagne présidentielle, passionnante, importante »

Nous avons tous le même objectif : faire baisser le chômage dans notre pays et réduire l'endettement de notre pays.

→ **Laurence Parisot, France 2, 18 mai 2007**

Le Conseil exécutif s'est félicité de la façon dont la campagne présidentielle 2007 s'est déroulée. Cela a été une bonne campagne présidentielle, passionnante, importante. Pour plusieurs raisons. Tout d'abord parce que les thèmes abordés avaient été négligés, oubliés, occultés pendant la campagne de 2002. Et notre pays a certainement souffert de ce manque de clarté des débats sur les questions économiques et sociales. Cette fois, les choses ont été débattues, les idées ont été confrontées, les échanges ont porté sur tous les sujets, y compris sur des sujets jusqu'alors tabous. C'est d'autant plus important que nous estimons y avoir en partie contribué. Le MEDEF fait en effet un bilan extrêmement positif de sa propre participation à la campagne. Si l'économie a été autant au cœur des débats, c'est en partie grâce à nous. Il est probable que notre livre, notre présence médiatique et notre présence sur le terrain à travers les nombreuses réunions organisées par les MEDEF territoriaux ont eu un rôle très important.

Nous avons ainsi évoqué, lors du Conseil, à quel point les expressions que nous avons lancées dans la campagne présidentielle sont devenues des expressions familières pour beaucoup de candidats et de commentateurs : « réconcilier les Français avec l'entreprise » a été une expression reprise par les principaux candidats, et notamment par Ségolène Royale. « Bouger les lignes », le slogan moteur de notre Assemblée générale, a été largement repris ainsi que toute la thématique autour de l'air et de la respiration, etc.

→ **Laurence Parisot, Conférence de presse mensuelle, 15 mai 2007**

Les Français, en participant, en suivant avec autant d'intérêt voire de passion, la campagne électorale qui s'est achevée, en votant comme ils ont voté, ont surtout dit : on a compris qu'il y avait des problèmes, il faut faire face à ces problèmes et se donner les moyens de les résoudre. Donc, le gouvernement qui va être nommé, mais aussi tous les acteurs publics, comme le MEDEF, comme les organisations syndicales, nous avons une responsabilité.

→ **Laurence Parisot, France 2, 18 mai 2007**

► Nouveau gouvernement

Réaction de Laurence Parisot, avant que la formation du gouvernement soit annoncée

Un gouvernement d'ouverture, qui aille non seulement vers le centre, mais au-delà, vers la gauche, n'est-ce pas ce que les Français attendaient depuis longtemps ? Et je pense dès le 21 avril 2002. Cela fait longtemps qu'il y a un désir dans notre pays d'ouvrir et de regrouper les personnes les plus compétentes de la manière la plus large possible.

→ **Laurence Parisot, France 2, les 4 Vérités, 18 mai 2007**

► Personnalité de François Fillon

J'ai le souvenir d'un homme qui connaissait ses dossiers, qui avait surtout un grand mérite, c'est qu'il écoutait et lorsque l'on n'était pas d'accord, ce qui pouvait arriver, eh bien avant de trancher, ce qui est le rôle du politique, il pesait le pour ou le contre, ce qui pouvait l'amener, d'ailleurs, à faire évoluer sa propre position ou au contraire la confirmer, selon les circonstances. Mais c'est un homme, pour moi, de dialogue et d'écoute. Dans le métier de Premier ministre, qui est probablement l'un des plus difficiles de France, ce sont deux qualités essentielles. J'ai le sentiment qu'il devrait bien s'en sortir.

→ **Denis Gautier-Sauvagnac, président de la Commission Relations du travail et Politiques de l'emploi, France Info, 17 mai 2007**

► Passation des pouvoirs à l'Élysée (16 mai 2007)

Il y a beaucoup de choses à faire pour notre pays et je crois qu'il faut que chacun participe à une évolution absolument nécessaire, mais chacun dans son rôle, chacun dans le cadre de sa mission

« Nous estimons y avoir en partie contribué »

« Les expressions que nous avons lancées dans la campagne présidentielle sont devenues des expressions familières pour beaucoup de candidats et de commentateurs »

« Cela fait longtemps qu'il y a un désir dans notre pays d'ouvrir et de regrouper les personnes les plus compétentes de la manière la plus large possible »

« Ce qui est tout à fait prometteur c'est qu'il s'agit de tout de suite s'attaquer aux dossiers qui ont été des facteurs bloquants pour notre pays ces dernières années »

et de ses responsabilités. Le président, le nouveau président de la République, va avoir évidemment un rôle éminent. Son gouvernement également. Mais aussi les partenaires sociaux. Et je crois aussi, on peut le dire, l'ensemble de la population. Il s'agit vraiment pour notre pays, de passer à autre chose.

→ **Laurence Parisot, TF1, 16 mai 2007**

C'est un moment important pour notre pays. C'est un moment émouvant. Je n'étais pas toujours en phase avec le président Chirac sur les questions économiques mais je pense que c'est néanmoins, un grand président qui aujourd'hui s'en va et j'ai certainement une pointe d'émotion.

→ **Laurence Parisot, TF1, 16 mai 2007**

► **Laurence Parisot reçue par le président élu, Nicolas Sarkozy le 14 mai 2007**

Avant même d'être investi officiellement président de la République, en recevant les partenaires sociaux, Nicolas Sarkozy a montré l'importance qu'il accordait aux partenaires sociaux.

→ **Laurence Parisot, France 2, 18 mai 2007**

« Nous sommes tous dans les starting-blocks et impatientes de nous mettre au travail »

Nicolas Sarkozy, le président élu, est immédiatement tourné vers l'action et il a indiqué, ce matin, comment il souhaitait avancer. Il souhaite à la fois agir, mais dans la concertation. Tout faire pour faire baisser le chômage dans notre pays, tout faire pour donner un rythme de croissance soutenue, tout faire pour réduire l'endettement de notre pays. Si nous progressions sur ces trois grandes voies, ce n'est pas simplement les entreprises, c'est chaque citoyen qui y trouvera son compte. C'est, à mon avis, cet objectif là que nous devons tous partager, organisations syndicales, organisations patronales et prochain gouvernement.

→ **Laurence Parisot, I-Télé, France 2, 14 Mai 2007**

« Nous serons prêts à travailler en partenariat avec la nouvelle équipe qui va être constituée »

Ce qui est tout à fait prometteur c'est qu'il s'agit de tout de suite s'attaquer aux dossiers qui ont été des facteurs bloquants pour notre pays ces dernières années. Il est très sensible à l'avis des partenaires sociaux, celui du Mouvement des Entreprises de France, mais pas seulement. Quant à moi je lui ai dit que nous étions prêts à agir de manière plus efficace possible en partenariat avec ses équipes et avec les organisations syndicales. Je crois que nous sommes tous dans les starting-blocks et impatientes de nous mettre au travail. Il y a effectivement beaucoup de boulot, eh bien à nous tous de bosser le plus vite possible. Pas de vacances !

→ **Laurence Parisot, BFM, France Info, 14 Mai 2007**

« Nous sommes impatientes de voir notre pays devenir durablement un pays prospère »

Le président élu est vraiment tourné dans l'action, il a la culture du résultat. C'est une approche qui nous convient bien. C'est aussi quelqu'un qui est très sensible à la concertation et je crois que nous-mêmes, le Mouvement des entreprises de France, avec les partenaires sociaux, nous serons prêts à travailler en partenariat avec la nouvelle équipe qui va être constituée. Il y a beaucoup de choses à faire pour notre pays et nous sommes tous dans les starting-blocks pour faire avancer les choses.

→ **Laurence Parisot, LCI, 14 Mai 2007**

« Ce premier échange a été fructueux »

Il y a beaucoup de sujets, ils sont tous décisifs mais il ne faut pas être effrayé par la multiplicité des sujets, car Nicolas Sarkozy a le sens du résultat. Nous sommes impatientes de voir notre pays devenir durablement un pays prospère, nous devons tous partager cet objectif, gouvernement, patronat, et organisations syndicales.

→ **Laurence Parisot, L'AFP, 14 Mai 2007**

Une rencontre d'échanges qui a porté surtout sur la méthode de travail et sur les modalités d'une éventuelle articulation entre le travail du prochain gouvernement et le travail que nous avons nous-mêmes initié au MEDEF avec les organisations syndicales. Ce premier échange a été fructueux, mais la prochaine rencontre sera plus importante. Elle aura lieu probablement le 25 mai.

→ **Laurence Parisot, Conférence de presse mensuelle, 15 Mai 2007**

► **Commentaire sur le télégramme de félicitations adressé à Nicolas Sarkozy, le 6 mai au soir**

Dans le message adressé au président Sarkozy le soir de son élection, les deux termes d'efficacité et d'enthousiasme marquent clairement la façon dont le MEDEF voit la période qui s'ouvre.

« Un nouveau cycle s'ouvre »

« Cette nouvelle page, cette nouvelle ambition, nous l'abordons effectivement avec enthousiasme, avec l'espoir de pouvoir agir »

« Que nous puissions enfin travailler en France avec les plus hautes autorités du pays, d'une manière normale »

« Retrousser nos manches avec le président de la République, avec le gouvernement et avec les organisations syndicales »

« Il y a une révolution des esprits à engager »

« La relance de l'Europe »

- **Enthousiasme.** C'est peut être un cycle de 25 ans qui s'achève dans notre pays. 25 ans d'une certaine façon d'aborder la politique et d'envisager les questions économiques et sociales. Aujourd'hui un nouveau cycle s'ouvre, et pas seulement pour 5 ans. Cette nouvelle page, cette nouvelle ambition, nous l'abordons effectivement avec enthousiasme, c'est-à-dire avec l'espoir de pouvoir agir, avoir l'espoir d'une croissance soutenue et durable et l'espoir de résoudre les grands problèmes auquel notre pays est confronté depuis maintenant de nombreuses années. C'est avec cet enthousiasme que nous nous apprêtons à travailler avec le président qui vient d'être élu, avec le futur gouvernement et aussi avec les partenaires sociaux.

- **Responsabilité.** Nous considérons que l'heure est grave. Nous sommes à un point d'inflexion, il ne faut donc pas tarder à engranger des choses nouvelles, à accepter d'apporter des solutions différentes. Ceci ne peut se faire que dans un esprit de partenariat, notamment avec les organisations syndicales. Responsabilité cela signifie aussi que nous puissions enfin travailler en France, nous MEDEF, mais également l'ensemble des partenaires sociaux, avec les plus hautes autorités du pays, d'une manière normale, sans être dans des postures ou des jeux de rôle, mais par la voie de rencontres de travail régulières. C'est ce qui différencie la façon dont notre pays a fonctionné ces dernières années de la façon dont l'Allemagne ou l'Angleterre fonctionnent.

→ **Laurence Parisot, Conférence de presse mensuelle, 15 mai 2007**

Ce que nous avons dit le soir de l'élection de Nicolas Sarkozy, c'est que nous étions prêts à travailler avec la nouvelle équipe, avec responsabilité et avec enthousiasme. Cela veut dire que nous pensons qu'il y a beaucoup de choses à faire pour notre pays et que nous voulons tout simplement nous y mettre. C'est-à-dire retrousser nos manches avec le président de la République, avec le gouvernement et avec les organisations syndicales.

→ **Laurence Parisot, France 2, 18 mai 2007**

Quand nous disons avec enthousiasme, eh bien, oui, nous avons envie d'agir, il y a beaucoup de choses à démêler. Et si nous nous y mettons tous dans cet esprit-là – moi, je demande aussi aux organisations syndicales d'être enthousiastes –, eh bien, d'ici un an, un an et demi, il peut y avoir des résultats tout-à-fait significatifs.

→ **Laurence Parisot, France 2, 18 mai 2007**

■ EMPLOI DES SENIORS

Il y a une révolution des esprits à engager. Nous avons commencé à l'engager par l'accord seniors de 2006, qui, dans son préambule, dit bien que tout doit être fait pour augmenter l'activité des seniors. Mais plusieurs défis se posent. Tout d'abord, dans les très grandes entreprises, la gestion des ressources humaines est une gestion qui se pilote parfois à 5 ou 10 ans. Il faut donc pouvoir freiner le grand paquebot et l'orienter dans une autre direction. Et il est évident que, pour que d'une manière générale le taux d'emploi soit meilleur aux deux bouts de la pyramide des âges, à la fois chez les seniors et chez les jeunes, il faut que le marché de l'emploi d'une manière générale fonctionne mieux, soit plus fluide et plus dynamique.

→ **Laurence Parisot, Conférence de presse mensuelle, 15 mai 2007**

■ EUROPE

A Berlin, lors du G8 patronal du 25 avril, ce qui a été débattu entre les représentants des organisations patronales des pays membres du G8 et Angela Merkel, c'est la relance de l'Europe. Et tout le monde comprend bien, dans cette perspective tout-à-fait importante pour l'ensemble des peuples européens, mais même pour le monde occidental, la relation franco-allemande est essentielle.

→ **Laurence Parisot, Europe 1, 27 avril 2007**

■ FONCTIONNEMENT DU MEDEF

Dans les instances statutaires, comme le bureau et le conseil exécutif, il y a un ton, un débat, une confrontation d'idées qui sont nouveaux. Nous travaillons selon une méthode positive et participative. En marge, nous avons instauré un lieu d'échanges détendu sous la forme d'un petit déjeuner mensuel où les présidents des 13 commissions se retrouvent. C'est une façon de nourrir le débat et d'élaborer la doctrine, d'apporter de la transversalité entre les groupes de travail. La position du MEDEF, c'est le fruit d'une intelligence collective.

→ **Laurence Parisot, Liaisons sociales, mai 2007**

■ G8 PATRONAL À BERLIN

C'est une initiative excellente de nos collègues allemands du BDI. Il est très intéressant de noter que toutes les organisations patronales des pays membres du G8 ont accepté avec enthousiasme cette rencontre. Il est toujours très important d'échanger les points de vue, de confronter les positions des uns et des autres, mais aussi, et c'est l'objectif principal de ce sommet, de faire des propositions pour les chefs d'Etat qui vont se réunir au mois de juin également en Allemagne.

Il est important qu'entre le monde politique et le monde économique, il y ait un dialogue permanent. Il s'agit, pour nous, les représentants des entreprises des principaux pays industrialisés, non pas de travailler contre les gouvernements, mais plutôt de travailler avec les gouvernements.

Il y a un enjeu qui est immédiat, avant même le G8 du mois de juin, qui est de tenter de conclure le cycle de Doha. Au-delà de cela, il y a la nécessité absolue d'attirer l'attention des gouvernements sur la nécessité de protéger mieux que nous ne le faisons aujourd'hui, tout ce qui concerne la propriété intellectuelle. Nous sommes en train de passer d'une économie très matérielle vers une économie de l'immatériel. C'est quelque chose de tout-à-fait déterminant. Il faut que les gouvernements en aient conscience.

→ **Laurence Parisot, BFM, 25 avril 2007 (Depuis Berlin où Laurence Parisot participait au premier G8 patronal)**

■ GOUVERNANCE D'ENTREPRISE/GOLDEN PARACHUTES

J'étais assez fumasse hier soir, en voyant arriver éventuellement une nouvelle affaire EADS. Je souhaiterais vraiment qu'EADS mette de l'ordre dans sa gouvernance. Ou bien, pour x raisons, ce qui est dit est juste et justifié, et il est alors de la responsabilité d'EADS de communiquer et de s'expliquer. Il ne peut pas y avoir un bon fonctionnement sans une transparence à l'égard des médias, à l'égard des actionnaires, à l'égard de l'opinion publique. Ou bien encore ce n'est pas justifié et alors la direction de l'entreprise doit prendre ses responsabilités ! Ou bien ce qui est dit est faux et relève de la rumeur malveillante et il faut le faire savoir au plus vite !

→ **Laurence Parisot, Conférence de presse mensuelle, 15 mai 2007**

■ HEURES SUPPLÉMENTAIRES

► *Défiscalisation/détaxation*

C'est une approche qui peut être très utile et très stimulante dans beaucoup de PME, notamment dans les PME de l'industrie. Quand vous êtes un fournisseur de la grande distribution et qu'on vous propose une promotion sur vos produits, à condition que vous puissiez fournir tel volume dans des délais extrêmement courts, la souplesse que laisse entrevoir le projet de défiscalisation des heures supplémentaires peut être extrêmement utile. Cela permet de donner le coup de rein nécessaire pour accepter et satisfaire la commande à un coût jouable pour l'entreprise. Cette approche peut donc avoir un effet vertueux en favorisant le remplissage du carnet de commandes.

→ **Laurence Parisot, Conférence de presse mensuelle, 15 mai 2007**

« Il s'agit pour nous, non pas de travailler contre les gouvernements, mais plutôt de travailler avec les gouvernements »

« Cette approche peut donc avoir un effet vertueux en favorisant le remplissage du carnet de commandes »

« Le travail offre l'opportunité de créer du lien, de trouver une source d'épanouissement, voire de plaisir »

■ LES JEUNES EN ENTREPRISE

Il y a eu ces dernières années des choses vraiment incompréhensibles pour bien des chefs d'entreprise. Il est tout-à-fait vrai que le respect des horaires n'est plus aussi naturel ni partagé dans les nouvelles générations. Sans doute les chefs d'entreprise doivent-ils veiller à ne pas se raidir. La faute n'en revient pas à l'éducation, à l'entreprise ou aux jeunes, mais à un certain discours politique qui a discrédité le travail. L'enjeu des 35 heures n'est pas idéologique, il est tout d'abord économique : la France produit moins de richesses en travaillant 35 heures qu'en travaillant 37 heures. C'est aussi un enjeu de compréhension du monde : le travail n'est pas tout dans une vie, mais il est essentiel parce qu'il offre l'opportunité de créer du lien, de trouver une source d'épanouissement, voire de plaisir ; pas à chaque instant, mais néanmoins bien plus souvent qu'on ne le dit. Ce qui est difficile à comprendre pour les chefs d'entreprise et les cadres, c'est qu'on n'a plus le droit de dire qu'on prend du plaisir au travail. Si c'était moins tabou, chacun se porterait mieux au travail.

→ **Laurence Parisot, Le Monde de l'Education, Mai 2007**

■ PLEIN EMPLOI

« C'est possible si nous nous mettons tous au boulot ensemble »

Le plein emploi est possible d'ici 5 ans si nous acceptons de réformer le marché du travail. C'est possible si l'Etat s'engage fortement pour donner aux universités, à l'enseignement supérieur, à la recherche et à l'innovation, tout le potentiel qui leur convient pour se développer. C'est possible si nous nous mettons tous au boulot ensemble.

→ **Laurence Parisot, France 2, 18 mai 2007**

« C'est tout-à-fait possible en France, nous avons le potentiel »

C'est tout-à-fait possible en France, nous avons le potentiel. Nous, les entrepreneurs de petites, de moyennes ou de grandes entreprises, nous sommes dans les starting-blocks. Nous avons un véritable potentiel qui ne demande qu'à exploser.

→ **Laurence Parisot, Europe 1, 27 avril 2007**

■ POLÉMIQUE SUR LA BAISSÉ DU CHÔMAGE

Je suis étonnée de voir que cette polémique sur la statistique n'a jamais éclatée quand les chiffres étaient mauvais.

→ **Laurence Parisot, Europe 1, 27 avril 2007**

■ PROTECTIONNISME

Le degré de protectionnisme est particulièrement élevé en France. Il nous faut expliquer que si nos pays veulent être en bonne santé, ils doivent être ouverts. Quand nous aurons un nouveau gouvernement, et quel qu'il soit, nous essaierons de lui expliquer qu'il doit être orienté vers l'économie.

→ **Laurence Parisot, l'AFP, 25 avril 2007 (Depuis Berlin où Laurence Parisot participait au premier G8 patronal)**

■ RELATION ÉCOLE/ENTREPRISES

Etablir une passerelle, plus solide que celle qui existe aujourd'hui avec le monde de l'éducation, est pour nous un engagement important, qui nous tient à cœur. Dans cet esprit nous avons pris deux décisions.

- Engager un plan très pro-actif sur la découverte professionnelle dite DP3. Cette option proposée en collège se développe très vite et aujourd'hui la quasi-totalité des collèges souhaitent la proposer à leurs élèves de 3^{ème}. Pour que les enseignants puissent offrir quelque chose

« Etablir une passerelle, plus solide que celle qui existe aujourd'hui »

« Dans la réconciliation des Français avec l'entreprise, le rapprochement avec le monde enseignant est prioritaire. Voilà une occasion pour nous d'être responsables »

« Que les deux univers cessent de se méfier l'un de l'autre et acceptent plus naturellement d'échanger sans craindre que l'existence de l'un menace celle de l'autre »

« Pourquoi pas la concertation, la négociation et l'accord entreprise par entreprise »

d'intéressant, il faut que du côté des entreprises et des organisations qui représentent des métiers, nous soyons disponibles, créatifs et en mesure de proposer des choses. Nous allons donc mettre en œuvre un plan d'action pour favoriser la découverte des métiers, des activités et des lieux professionnels. Nous avons demandé à Henri Lachmann de porter ce projet.

- Tout aussi important, et crucial, un autre projet pour lequel je vais certainement m'engager personnellement. Le haut conseil de l'éducation a fixé un cahier des charges pour le cursus applicable à partir la rentrée 2007 aux IUFM. Dans ce cahier des charges il est prévu pour tous les élèves un stage d'au moins 3 semaines en entreprise. Il n'est pas questions que les entreprises fassent défaut à cette obligation nouvelle. Il s'agit d'une part d'organiser l'offre de stages pour que les élèves instituteurs n'aient aucun problème à trouver un stage, voire même à choisir celui qui les intéresserait le plus. C'est l'enjeu quantitatif qui concerne chaque année les 50 000 élèves des IUFM. Pas question que ce stage soit un stage « machine à café ». Il faut qu'il permette aux élèves instituteurs le plus rapidement possible de découvrir le fonctionnement de l'entreprise avec tous ses paramètres : vie intérieures de l'entreprise mais aussi relations avec les clients, les fournisseurs les actionnaires. Dans la réconciliation des Français avec l'entreprise, le rapprochement avec le monde enseignant est prioritaire. Voilà une occasion pour nous d'être responsables.

→ **Laurence Parisot, Conférence de presse mensuelle, 15 mai 2007**

Le problème de fond, c'est que les enseignants et le monde de l'entreprise ne travaillent pas assez ensemble. Il faut que les deux univers cessent de se méfier l'un de l'autre et acceptent plus naturellement d'échanger sans craindre que l'existence de l'un menace celle de l'autre. Trop souvent, l'enseignant ignore ce qu'est une entreprise, tandis que le responsable d'entreprise ne mesure pas l'importance et la difficulté du travail de l'enseignant. C'est flagrant sur la question de l'orientation, beaucoup plus compliquée qu'il y a trente ans parce qu'aujourd'hui, les métiers sont très nombreux, difficilement repérables, et qu'ils évoluent à une vitesse extraordinaire.

→ **Laurence Parisot, Le Monde de l'Education, Mai 2007**

■ RELATIONS GOUVERNEMENT/ENTREPRISES

La priorité est que le monde politique travaille avec le monde économique, de comprendre qu'il n'y a pas d'opposition de principe, qu'il faudrait en France un dialogue entre les deux, à l'image de ce qui existe en Allemagne ou en Grande-Bretagne.

→ **Laurence Parisot, l'AFP, 25 avril 2007 (Depuis Berlin où Laurence Parisot participait au premier G8 patronal)**

■ SERVICE MINIMUM

Si le président de la République semble très attaché à mettre en œuvre rapidement ce qu'il a dit dans sa campagne, il m'a semblé très ouvert sur les modalités et la méthode qui laisse le champ libre à toutes les possibilités et notamment à la concertation au niveau de l'entreprise. En ce qui concerne le service minimum, pourquoi pas la concertation, la négociation et l'accord entreprise par entreprise. Ce peut être une voie possible. Il serait bien de faire quelque chose dans le secteur des transports. J'aimerais que la solution soit trouvée au niveau de l'entreprise, en l'occurrence de la SNCF. Mais il peut y avoir une problématique de service minimum dans d'autres secteurs d'activité.

→ **Laurence Parisot, Conférence de presse mensuelle, 15 mai 2007**

■ STOCK-OPTIONS

Les stock-options sont le vecteur de rémunération le plus adapté pour attirer et retenir les talents à fort potentiel. Si nous ne favorisons pas ce système, ces talents rejoindront les grandes entreprises, en particulier à l'étranger.

Avec le papy-boom, nous assistons à une véritable guerre des talents en Europe. Les moyennes

« **Ce système doit s'ouvrir largement aux cadres. Plus l'entreprise grandit, plus elle peut se permettre d'élargir l'octroi de stock-options** »

entreprises en développement n'ont pas les moyens de rémunérer fortement ces talents par l'intermédiaire d'un salaire fixe ou variable. Les stock-options permettent de partager les fruits de la croissance !

Ce système doit s'ouvrir largement aux cadres. Plus l'entreprise grandit, plus elle peut se permettre d'élargir l'octroi de stock-options. Toutefois, ces dernières ont été lancées pour associer le salarié à des objectifs et l'intéresser aux résultats et aux risques. Il ne faudrait pas détourner ce sens originel.

Il nous paraît crucial de ne pas toucher à la fiscalité des stock-options, au risque de rendre notre système non compétitif. Aujourd'hui, nous sommes dans la limite haute de la taxation. Prenons garde à ne pas entrer dans la sur-taxation !

→ **Pierre Nanterme, président de la Commission Economie du MEDEF, Rebondir, Mai 2007**

■ UNIVERSITÉ

« **Donner les moyens à nos universités de rester dans le coup** »

Ce qui est indispensable, c'est de donner les moyens à nos universités de rester dans le coup. Or, nous sommes de moins en moins compétitifs. Non pas parce que nous manquons de talents dans le corps enseignant, mais parce que l'état matériel de nos universités est un scandale ! Par ailleurs, il faudrait changer leur gouvernance : quand soixante personnes siègent dans un conseil d'administration d'université, il est impossible de décider et de gouverner efficacement.

→ **Laurence Parisot, Le Monde de l'Education, Mai 2007**

► **Relations universités/entreprise**

« **Rapprocher la recherche publique de la recherche privée** »

Ce qu'il faut, c'est rapprocher la recherche publique de la recherche privée, mais aussi inciter les universités à travailler avec les entreprises qui ont besoins de développer leur recherche. Les chercheurs qui appartiennent à la fonction publique devraient pouvoir se mettre en disponibilité pendant quelques années pour conduire des travaux en entreprise tout en conservant leur statut. Ainsi, quand ils réintégreraient la recherche publique, ils ne perdraient pas leurs avantages en termes de carrière et d'avancement.

→ **Laurence Parisot, Le Monde de l'Education, Mai 2007**

■ UNIVERSITÉ D'ÉTÉ 2007

« **Jouer le jeu** »

Pour la première fois notre université d'été, qui se tiendra les 29, 30 et 31 août prochains, sera à vocation très internationale. Le thème en sera « Jouer le jeu ». « Jouer le jeu », c'est accepter les règles du jeu. C'est aussi faire changer les règles du jeu mais comment ? C'est jouer le jeu avec quels partenaires, mais aussi avec quels arbitres ? C'est jouer à quels niveaux, national, européen ou d'abord et avant mondial ? Mais aussi, et ce sera le fil rouge de notre université d'été, jouer le jeu c'est jouer le jeu avec la planète. « Ne tirons pas sur la planète » ! Nous devons prendre en considération tous les enjeux gigantesques des défis climatiques environnementaux, humains, avec toutes les batailles autour de l'énergie et de l'eau, avec les nouveaux flux migratoires etc.

→ **Laurence Parisot, Conférence de presse mensuelle, 17 mai 2007**

Retrouvez les derniers communiqués du MEDEF sur le site www.medef.fr

▪ **Télégramme de félicitations adressé à Nicolas Sarkozy - 6 mai 2007**